L'eau : d'un bien commun « par excellence » à l'enjeu d'une nouvelle dynamique entre public et commun

Elisabetta Cangelosi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insituarss/758>

DOI : 10.4000/insituarss.758

ISSN : 2680-4972

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Elisabetta Cangelosi, « L'eau : d'un bien commun « par excellence » à l'enjeu d'une nouvelle dynamique entre public et commun », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [En ligne], 2 | 2021, mis en ligne le 18 mars 2021, consulté le 23 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/758> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insituarss.758>

Ce document a été généré automatiquement le 23 janvier 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

L'eau : d'un bien commun « par excellence » à l'enjeu d'une nouvelle dynamique entre public et commun

Elisabetta Cangelosi

- 1 En novembre 2010, lors d'une transmission télévisée Claudio Abbado, célèbre chef d'orchestre italien, commentant les coupes budgétaires opérées dans le Fonds pour la culture mis en place par le gouvernement italien, déclara :

*La cultura è un bene comune primario come l'acqua; i teatri le biblioteche i cinema sono come tanti acquedotti*¹.

La culture est un bien commun primaire comme l'eau. Les théâtres, les bibliothèques, les cinémas, sont comme des aqueducs.

- 2 Encore en Italie, mais dans un contexte différent, le Forum Italiano per i Movimenti per l'Acqua, réseau des comités promoteurs du référendum sur l'eau en 2011, considéré comme un modèle des luttes contre la privatisation de l'eau en Europe², reprend l'expression « *bene comune* » (« bien commun ») dans le nom de son site internet³. En France, l'expression « eau bien commun de l'humanité » est utilisée par l'Association pour le contrat mondial de l'eau et par son porte-parole (Touly 2012) et l'eau comme « bien commun », c'est-à-dire considérée dans une perspective explicitement opposée à l'idée que l'eau serait une marchandise, est le sujet de tables rondes et de projections-débats (Tsanga Tabie 2017). « Water as a commons. Only fundamental change can save us » est le titre de la contribution de Maude Barlow (2012) à l'ouvrage *The Wealth of the commons. A world beyond market and state* coordonné par David Bollier et Silke Helfrich (2012). Ce texte souvent considéré comme particulièrement pertinent par les militants qui s'engagent dans la défense des communs. « *Our water commons* » est également une expression utilisée par Maude Barlow dans d'autres écrits (Barlow 2008b) ainsi qu'à l'occasion d'interventions publiques⁴. De même, *Our Water Commons*⁵ est le nom d'un programme collaboratif incluant militants, chercheurs, organisations locales et gestionnaires des ressources en eau et lié à l'organisation On the Commons, créée dans

l'objectif de trouver des solutions basées sur les communs pour la justice sociale et environnementale. Enfin, le Mouvement européen pour l'eau⁶, qui inclut de nombreuses organisations et associations engagées contre la privatisation et la marchandisation de l'eau a pour devise sur son site internet l'expression « *protecting water as a commons* ».

Figure 1

Affiche de la campagne référendaire sur l'eau en Italie (2011) : « Votez oui au référendum. Parce que l'eau publique est un droit. » L'imaginaire de l'eau comme bien public se fait « politique ».

© Forum dei Movimenti per l'Acqua.

- 3 Apparemment, il n'y a aucun doute : l'eau est un bien commun et même un bien commun « par excellence ». Mais quelles sont les implications de cette idée d'un point de vue social, politique et même juridique ? L'eau pourrait-elle servir de modèle pour changer de perspective par rapport aux dynamiques sociales ainsi qu'à l'imaginaire politique ? Pourrait-elle permettre de repenser les relations avec le domaine du public, y compris avec la notion de patrimoine, à la fois économique et naturel ?

L'eau bien commun « par excellence »

- 4 Traditionnellement, la réflexion sur les « *commons* » s'est développée dans le milieu de l'économie (Ostrom 1990) et de l'écologie politique (Ciriacy-Wantrup & Bishop 1975), mais l'objet étudié était étroitement lié aux ressources naturelles, et souvent spécifiquement aux ressources en eau (comme le lac suisse qui figure parmi les exemples de gestion communautaire décrits par Elinor Ostrom). Lorsque, à partir du début des années 2000, le sujet est devenu de plus en plus important, allant au-delà des réflexions économiques, l'eau a continué à revêtir un rôle crucial.

- 5 Entre décembre 1999 et avril 2000, les militants de l'eau se tournèrent vers la Bolivie, où la Coordinadora de la defensa del agua y de la vida, organisation de base de la ville de Cochabamba, coordonna l'une des batailles les plus importantes, et qui est devenue le symbole par excellence de la lutte contre la privatisation de l'eau – privatisation, en l'occurrence, mise en place par le gouvernement bolivien et les compagnies de gestion de l'eau, la Semapa, d'abord, et l'Aguas del Tunari (une filiale de Bechtel) ensuite (Flores 2000 ; Asseis 2003). La « guerre de l'eau » de Cochabamba sert d'inspiration à plusieurs luttes en faveur de l'eau à l'échelle globale et est décrite, parmi d'autres, par Vandana Shiva dans son étude sur les « guerres de l'eau » (Shiva 2002). Dans ce contexte, l'eau est explicitement présentée comme « *commons* ». Toutefois, lorsque l'autrice fait référence aux traditions, passées et contemporaines, de gestion communautaire de l'eau (*ibid.* : 2-29) (dans la même perspective que les études de Ciriacy-Wantrup & Bishop et d'Ostrom), la lutte de Cochabamba apparaît engager de nouvelles perspectives : elle constitue une sorte de passage vers le débat sur les communs à venir. Dans la lutte contre la privatisation et pour une gestion publique, la *coordinadora* de Cochabamba entame un processus de réflexion sur l'éthique communautaire, le soutien intra-communautaire et la gestion communautaire de la ressource (Flores 2000 : 65) et, par conséquent, produit une rupture avec le système politique en revendiquant participation, solidarité et biens communs (*ibid.* : 69).

Figure 2

L'action collective est cruciale pour réclamer les biens communs. Manifestation pour le droit à l'eau et contre sa privatisation en Cochabamba (Bolivie, 2000).

© photo Gonzalo Espinoza (AFP).

- 6 Le cas de Cochabamba s'avère donc emblématique : tout en faisant référence à une gestion communautaire traditionnelle de la ressource, les revendications ouvrent sur une discussion plus profonde à propos de la relation et des tensions entre gestion

publique (et donc le rôle de l'État) et gestion en commun (Dwinell & Olivera 2014). Cette discussion représente aujourd'hui l'un des domaines les plus intéressants dans le débat sur les communs⁷. En fait, la tradition de gestion de l'eau comme commun en Bolivie attire également l'attention des acteurs du développement tels que, par exemple, l'Agence française du développement qui y consacre un ambitieux projet de recherche⁸. L'eau, bien commun par excellence, représente donc, dans le cas de Cochabamba, un moment de passage entre une réflexion plus classique sur la gestion traditionnelle des biens communs naturels, dans la perspective de gestion étudiée par Ostrom d'un côté et par les acteurs du développement de l'autre, et une réflexion plus politiquement et socialement engagée où la construction des communs (« *commoning* » dans l'expression utilisé par Massimo De Angelis⁹) mène à un changement social et politique.

Évolution des communs, le rôle des batailles pour l'eau

- 7 La lutte de Cochabamba correspond à la manifestation d'un intérêt pour la thématique des communs en Europe (mais aussi à l'échelle mondiale) à partir des premières années 2000, phénomène qui monte en puissance vers les années 2005-2006. En effet, les mouvements de défense de l'eau contribuent de manière significative à la construction d'une réflexion sociale et politique autour des communs. En particulier le Mouvement italien pour l'eau joua un rôle important dans la progression très rapide de ce débat à l'échelle européenne, au-delà de la seule mobilisation en faveur du thème de l'eau. D'une part, en Italie un « mouvement des communs » se forme¹⁰ et, d'autre part, on assiste à la création d'un mouvement pour l'eau comme bien commun à l'échelle européenne¹¹. Ces deux mouvements, ainsi que d'autres mobilisations qui apparaissent dans les années qui suivent, partagent une même approche des communs dans le contexte d'une réflexion plus ample sur la construction de modèles alternatifs (Cangelosi 2014). Parallèlement, d'autres champs de recherche, au-delà de la politique économique classique, s'intéressent à la question des communs, en contribuant à produire des analyses très significatives sur les relations entre les communs et la justice sociale et économique, et leur rôle comme outils pour la transformation de la société¹².
- 8 L'eau comme bien commun représente une sorte de point de départ pour cette évolution du débat. De plus, la connexion entre communs et droits humains, qui caractérise une grande partie de ce débat, est particulièrement évidente dans le cas de l'eau (Bakker 2007 ; Barlow 2008a ; Fattori 2013 ; Sultana & Loftus 2015). D'un côté les communs sont présentés comme une alternative à la privatisation ; ils sont étroitement liés aux droits humains et se configurent comme pratiques de changement et outils de la justice économique et sociale. De l'autre côté, on retrouve la lutte contre la privatisation de l'eau, les batailles pour l'eau comme droit humain, ainsi que la construction des dynamiques alternatives comme modèle de bien commun et comme contribution à l'élaboration théorique du changement social.

Quels communs?

- 9 Il faut toutefois considérer que le concept de communs renvoie à une extrême diversité (Dardot & Laval 2014 ; Cornu, Orsi & Rochfeld 2017 ; Cangelosi à paraître), et que le cas de l'eau ne fait pas exception. Cette complexité est à la fois significative de l'importance

de l'eau dans les luttes pour les biens communs et de la pertinence de l'idée des communs pour renforcer la lutte contre la privatisation.

Figure 3

Nous ne pouvons pas penser l'eau sans nous impliquer dans d'autres domaines sociaux et économiques.

© Oxfam France.

- 10 L'utilisation du concept de communs par le Forum italien pour l'eau, à l'occasion du referendum, mais aussi dans le cadre plus général de ses actions successives, offre un exemple clair de cette polysémie. Chiara Carrozza et Emanuele Fantini (2016 : 114) en constatent l'efficacité dans la victoire référendaire ainsi que dans le rôle de modèle joué par le mouvement italien par rapport à d'autres mobilisations. Cette polysémie correspond à une variation de perceptions de cette ressource de l'eau et inclut l'idée de l'eau comme bien commun de l'humanité, l'eau comme bien commun du territoire local, et l'eau comme bien commun au-delà de l'État et du marché. La première fait référence à l'idée d'universalité, la deuxième à l'idée de localisme et la troisième à la participation citoyenne pour repenser le système économique. Cette polysémie, en particulier par rapport au localisme et à la participation citoyenne, trouve une correspondance avec d'autres exemples de communs et offre des pistes de réflexion, notamment dans la relation entre communs et publics.

Entre commun et public, repenser la notion de patrimoine

- 11 Dans la lutte contre la privatisation de l'eau, le débat sur les communs interagit de manière très étroite avec la notion de public. En effet, la question de l'eau comme bien

commun mobilise plusieurs concepts relatifs à la notion de public et de patrimoine : en tant que ressource naturelle elle est souvent considérée, dans le discours politique comme « patrimoine naturel », mais également comme « patrimoine commun de l'humanité » (Petit & Romagny 2009). Les deux définitions font référence à l'idée du Patrimoine mondial (telle qu'elle est utilisée par l'Unesco¹³). Cependant, la première, « patrimoine naturel », se réfère à la condition de l'eau en tant que bien produit par la nature et essentielle pour la vie humaine ; alors que le concept de « patrimoine commun de l'humanité », plus controversé, implique l'idée que l'humanité entière est une communauté qui aurait des droits et des devoirs envers la bonne gestion et la protection des ressources en eau à l'échelle mondiale. De plus, quand on parle de l'eau comme « publique » (une expression clé dans les mouvements pour l'eau à l'échelle mondiale contre sa privatisation et sa marchandisation¹⁴), on mobilise la notion juridique de public, par rapport à la fois au régime propriétaire et à la gestion. Dans les systèmes juridiques européens, où l'État est à la fois propriétaire, gestionnaire et responsable des biens publics, on fait référence au domaine public, en droit public français, ou au patrimoine (public) de l'État, en droit italien. Analyser les relations entre commun et public, exercice crucial pour la définition des communs et pour lequel l'eau offre un cas d'étude privilégié, implique donc aussi de repenser la notion de patrimoine.

Figure 4

Campagne de l'Initiative citoyenne européenne pour le droit à l'eau, initiée par l'European Public Service Union (EPSU) à laquelle l'European Water Movement a apporté son soutien : action collective et imaginaire commun. Logo de la campagne « Right2water », 2018.

© EPSU.

- 12 Par exemple, le Mouvement européen pour l'eau, se définit comme un « réseau ouvert, participatif et pluraliste, ayant pour objectif de renforcer la reconnaissance de l'eau

comme bien commun et comme droit fondamental universel [...] unis pour combattre la privatisation et la marchandisation de ce bien vital, et pour mettre en place une gestion publique et collective de l'eau fondée sur la participation démocratique des citoyens et des travailleurs ». De manière similaire le texte de l'Initiative citoyenne européenne¹⁵ souligne l'importance de l'eau comme bien public et demande la reconnaissance de l'eau comme droit humain, la promotion des partenariats public-public¹⁶ et les principes de solidarité. Il est donc clair que, pour les militants de l'eau, la définition des relations entre public, avec ses multiples implications en matière de gestion et de régime propriétaire, et de communs s'avère fondamentale (Lucarelli 2012).

- 13 Bien que l'utilisation du concept de patrimoine soit très rare parmi ces militants, l'idée de public est, au contraire, largement explorée. Trois éléments émergent dans le discours des militants européens¹⁷ à cet égard : démocratie, participation et fiscalité (dans le sens où les financements du service doivent se baser sur la fiscalité générale). S'agissant des biens communs, ils se focalisent (en cohérence avec la polysémie observée par Carozza et Fantini en Italie) sur le droit à la vie ainsi que sur les droits humains plus généralement, sur la démocratie et sur le rôle des usagers dans la gestion. Malgré des différences, le point de rencontre entre l'idée de l'eau comme bien public et celle, plus articulée, de l'eau comme bien commun réside dans la question de la démocratie et de la participation. En effet, la plus importante des possibles définitions juridiques des biens communs au niveau européen (celle élaborée par la Commission Rodotà¹⁸) mentionne explicitement les droits fondamentaux, y compris ceux des générations futures. Une connexion se construit donc entre droits fondamentaux, au fondement de la démocratie, participation et gestion publique. Dans la pratique, la lutte pour une plus grande participation des citoyens aux choix politiques concernant l'eau devient (presque) automatiquement une lutte pour la tutelle des biens communs. Par ailleurs, la gestion de ces derniers nécessite une organisation qui permet aux citoyens (ou aux usagers) non seulement de participer à la gestion et à la prise de décisions mais aussi d'en devenir responsables). Elle nécessite aussi une organisation.

Figure 5

Affiche du Forum alternatif mondial de l'eau, organisé à Marseille en 2012 par le Mouvement international pour l'eau. Lors de ce forum s'établirent les bases pour la création du Mouvement européen pour l'eau.

© Forum alternatif mondial de l'eau.

- 14 L'eau, en tant que ressource menacée par la marchandisation, devrait entrer dans la sphère du public, direction de travail en opposition avec la privatisation de la ressource et de la gestion des services. Par ailleurs, l'idée de l'eau comme bien commun renforce la nécessité de construire un modèle alternatif d'interaction entre public et commun. Une relation confirmée par des expressions comme « bien commun public ». De plus, l'ambiguïté entre public et commun est renforcée par le risque de manipulation et d'appropriation du concept de l'eau en tant que bien commun naturel par les multinationales. Il devient donc nécessaire pour les militants des mouvements pour l'eau, de souligner que l'eau « bien commun » implique une participation directe de la communauté et une résistance explicite contre l'appropriation et l'usurpation de la ressource au profit d'intérêts privés. Le rôle joué par la communauté est en effet le centre de toute la réflexion sur les communs, et représente l'élément crucial de la relation entre commun et public.
- 15 Cette tension entre public et commun dans la question de l'accès à l'eau trouve des antécédents déjà dans le droit et la société romains (Cangelosi 2017, 2014b ; Conte 2000) qui contribuent ultérieurement à faire du cas de l'eau non seulement un bien commun « par excellence », mais aussi une piste pour la réflexion sur la dynamique public / commun. En effet, à Rome, l'eau était une des ressources partagées énumérées parmi les biens communs (*res communes*), autant que parmi les biens publics (*res publicae*) (Thomas 2002). Bien que le concept de public en droit romain soit apparemment plus simple (Cangelosi 2014b), la réflexion sur le concept de *communis* (Cangelosi 2017 ; Ernout & Meillet 1994) en particulier en relation avec l'eau s'avère fondamentale, car

c'est autour des principes de réciprocité, d'échange, de partage et de responsabilité que se construit l'approche de l'eau, comme bien à la fois public et commun, dans le monde romain. Non seulement parce que les choses communes sont liées à l'échange mais aussi parce que l'idée de public à Rome est appliquée aux biens dont l'usage et la gestion relèvent de la responsabilité des citoyens en tant que communauté (Cangelosi 2014b).

Figure 6

À Rome au cours de l'Antiquité, l'eau était souvent sacrée mais était surtout publique : *res publica* et souvent commune (*res communis*). Source Egeria, Rome, 2012.

© Elisabetta Cangelosi.

Bien communs, droits humains et imaginaire alternatif

- 16 Les enjeux autour de l'eau offrent une vision presque complète des différentes dimensions du débat sur les communs. De « bien commun par excellence » – présenté comme modèle abstrait de ce que devrait être un bien commun (comme dans la déclaration de Claudio Abbado), l'eau devient un exemple pratique de la convergence des éléments qui définissent les communs et leur relation avec le public. L'idée de l'eau comme patrimoine commun qui se situe à la croisée de domaines et d'approches différentes (Petit & Romagny 2009), apparaît sous une lumière différente si on la conçoit dans la perspective des biens communs. Les batailles pour protéger l'eau des politiques néolibérales, en Europe comme ailleurs, qui font des services et des ressources hydriques le terrain d'expérimentation d'une privatisation et d'une marchandisation progressives, jouent un rôle fondamental dans ce passage.
- 17 Si les mobilisations autour des biens communs contribuent au changement social autour du concept de partage et d'échange, pour créer un imaginaire alternatif des dynamiques sociales et économiques et repenser la société (Cornu *et al.* 2017), les mouvements pour l'eau contribuent à définir le concept de biens communs, et à dépasser la dichotomie public/privé pour élaborer une nouvelle dynamique public / commun. Malgré la polysémie des communs, l'eau offre un champ pertinent pour revisiter le concept de public (et donc celui de patrimoine) en le promouvant comme la

forme la plus avancée de gestion, pour lutter contre privatisation et marchandisation, mais en construisant des dynamiques participatives et communautaires autour des questions liées aux droits humains, à l'accès et à l'usage des ressources hydriques, basées sur la responsabilité partagée (donc sur un vrai patrimoine commun).

Figure 7

L'eau comme bien commun de l'humanité, un concept matérialisé dans un objet quotidien telle une gourde. Affiche de l'organisation France liberté sur la « feuille d'eau » créée par Philippe Starck.

© Fondation Danielle Mitterrand, © Dominique Isserman (L'Agence verte).

- 18 Les revendications et les batailles contre la marchandisation unissent la gestion communautaire traditionnelle de l'eau comme bien commun, la défense des droits humains et la construction d'un imaginaire où les biens communs se font outils de changement social : l'action sociale et politique autour de l'eau comme bien commun contribue à créer une nouvelle idée de public et un modèle alternatif de société. Ce nouveau « public », l'État gardant la responsabilité d'assurer la jouissance du droit humain à l'eau et les dynamiques sociales représentant le moteur du changement et de la résistance contre la privatisation, contribue également à repenser le rapport avec la valeur sociale et culturelle de l'eau. Bien que les mouvements pour l'eau ne fassent pas (ou peu) référence au concept de patrimoine culturel, la dynamique produite par la représentation de l'eau comme bien commun contribue à repenser le symbolisme, la valeur et la dimension culturelle de l'eau y compris comme outil de lutte contre la privatisation et la marchandisation, de manière cohérente avec le vocabulaire utilisé par les mouvements latino-américains, tels que celui de Cochabamba, qui mobilisent aussi la valeur symbolique de l'eau.

- 19 L'eau « bien commun » est donc un domaine d'interaction entre le droit, l'économie, la politique et le patrimoine culturel, dont le but est la création d'une dynamique et d'un modèle social et économique alternatif.

BIBLIOGRAPHIE

ASSEIS Willem, 2003, « David versus Goliath in Cochabamba. Water rights, neoliberalism, and the revival of social protests in Bolivia », *Latin American Perspectives*, vol. 30, n° 3, « Popular participation against neoliberalism », p. 14-36.

BAILEY Saki & MATTEI Ugo, 2013, « Social movements as constituent power. The Italian struggle for the commons », *Indiana Journal of global legal studies*, vol. 20, n° 2, p. 965-1013.

BAKKER Karen, 2007, « The “commons” versus the “commodity”. Alter-globalization, anti-privatization and the human right to water in the global South », *Antipode*, vol. 39, n° 3, p. 430-455.

BARLOW Maude, 2008a, *Blue covenant. The global water crisis and the coming battle for the right to water*, New York, New Press.

BARLOW Maude, 2008b, « Our water commons. Toward a new freshwater narrative », rapport d'étude, Ottawa, Council of Canadians. Disponible en ligne, <https://www.municipalservicesproject.org/sites/municipalservicesproject.org/files/Our-Water-Commons-Oct-2008.pdf> [lien valide en juin 2020].

BARLOW Maude, 2012, « Water as a commons: only fundamental change can save us », in BOLLIER David & HELFRICH Silke (dir.). *The Wealth of the commons. A world beyond market and state*, Amherst, Levellers Press.

BOLLIER David & HELFRICH Silke (dir.), 2012, *The Wealth of the commons. A world beyond market and state*, Amherst, Levellers Press.

CANGELOSI Elisabetta, 2014a, « Commons: practices of spaces and social change », *Comparative Law Review*, vol. 5, n° 2, disponible en ligne, <http://www.comparativelawreview.unipg.it/index.php/comparative/article/view/30>

CANGELOSI Elisabetta, 2014b, *Publica et Communis. Acqua mondo romano beni comuni*, Rome, Aracne, coll. « Saggistica ».

CANGELOSI Elisabetta, 2017, [notice] « Eau à Rome », in CORNU Marie, ORSI Fabienne & ROCHFELD Judith (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, coll. « Quadrige ».

CANGELOSI Elisabetta, à paraître, « A definition of the commons, between human rights, resistance, and social change », in HALLER Tobias, BREU Thomas, DE MOOR Tine, ROHR Christian & ZNOJ Heinzpeter (dir.), *The Commons in a global world. Global connections and local responses*, Londres, Routledge.

CARROZZA Chiara & FANTINI Emanuele, 2016, « The Italian water movement and the politics of the commons », *Water alternatives*, vol. 9, n° 1, p. 99-119.

CERNISON Matteo, 2019, *Social media activism. Water as a common good*, Amsterdam, Amsterdam University Press, coll. « Protest and social movements ».

CIRIACY-WANTRUP Sigfried von & BISHOP Richard, 1975, « Common property as a concept in natural resources policy », *Natural resources journal*, vol. 15, n° 4, « Symposium on natural resource property rights », p. 713-727. Disponible en ligne, <https://digitalrepository.unm.edu/nrj/vol15/iss4/7/> [lien valide en juin 2020].

CONTE Emanuele, 2000, « Il diritto delle acque tra antico regime e codificazioni moderne », in ROOK BASILE Eva & GERMANÒ Alberto (dir.), *Acqua agricoltura ambiente. Atti del Convegno, Siena, 24-25 novembre 2000*, Milan, A. Giuffrè.

CORIAT Benjamin, 2013, « Le retour des communs. Sources et origines d'un programme de recherche », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 14, « Autour d'Ostrom : communs, droits de propriété et institutionnalisme méthodologique » [en ligne], <https://journals.openedition.org/regulation/10463> [lien valide en juin 2020].

CORNU Marie, ORSI Fabienne & ROCHFELD Judith (dir.), 2017, *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, coll. « Quadrige ».

DARDOT Pierre & LAVAL Christian, 2010, « Du public au commun », *Revue du MAUSS*, n° 35, « La gratuité. Éloge de l'inestimable », p. 111-122. Disponible en ligne, <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2010-1-page-111.htm#> [lien valide en juin 2020].

DARDOT Pierre & LAVAL Christian, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte.

DE ANGELIS Massimo, 2010, « The production of commons and the “explosion” of the middle class », *Antipode. A radical journal of geography*, vol. 42, n° 4.

DE ANGELIS Massimo, 2014, « Crisis and commons today », in BRINCAT Shannon (dir.), *Communism in the 21st century*, Santa Barbara, Praeger.

DE ANGELIS Massimo, 2017, *Omnia sunt communia. On the commons and the transformation to postcapitalism*, Londres, Zed Books, coll. « In common ».

DWINELL Alexander & OLIVERA Marcela, 2014, « The water is ours damn it! Water commoning in Bolivia », *Community development journal*, vol. 49, n° SI, p. i44-i52.

ERNOUT Alfred & MEILLET Antoine, 1994 [1931], *Dictionnaire étymologique de la langue latine. Histoire des mots*, Paris, Klincksieck.

FATTORI Tommaso, 2013, « From the water commons movement to the commonification of the public realm », *South Atlantic quarterly*, vol. 112, n° 2, « Black littérature, black leadership », p. 377-387.

FEDERICI Silvia, 2012, « Feminism and the politic of the commons », in BOLLIER David & HELFRICH Silke, *The Wealth of the commons. A world beyond market and state*, Amherst, Levellers Press.

FLORES Carlos Crespo, 2000, « La guerra del agua en Cochabamba. Movimientos sociales y crisis de dispositivos del poder », *Ecología política*, n° 20, p. 59-70.

IAIONE Christian, 2015, « Governing the urban commons », *Italian journal of public law*, vol. 7, n° 1 [en ligne], <http://www.ijpl.eu/archive/2015/issue/governing-the-urban-commons> [lien valide en juin 2020].

LINEBAUGH Peter, 2008, *The Magna Carta manifesto. Liberties and commons for all*, Berkeley, University of California Press.

LUCARELLI Alberto, 2012, « La nature juridique de l'eau entre bien public et bien commun », in HALLEY Paule & SOTOUSEK Julia (dir.), *L'environnement, notre patrimoine commun et son État gardien. Aspects juridiques, nationaux, transnationaux et internationaux*, actes du colloque international « L'environnement, notre patrimoine commun : quelle gouvernance ? quelles obligations pour l'État gardien ? » (Québec, Université Laval, 23-24 septembre 2010), Cowansville, Éditions Yvon Blais.

LUCARELLI Alberto, 2013, *La Democrazia dei beni comuni. Nuove frontiere del diritto pubblico*, Rome, Editori Laterza.

MARELLA Maria Rosaria, 2013, « Pratiche del comune. Per una nuova idea di cittadinanza », *Lettera internazionale*, vol. 116, n° 2, p. 40-44.

MARELLA Maria Rosaria & RODOTÀ Stefano (dir.), 2012, *Oltre il pubblico e il privato. Per un diritto dei beni comuni*, Vérone, Ombre corte.

MATTEI Ugo, 2013, « Protecting the commons. Water, culture, and nature. The commons movement in the Italian struggle against neoliberal governance », *South Atlantic quarterly*, vol. 112, n° 2, p. 366-376.

MONE Daniela, 2017, [notice] « Commissione Rodotà », in CORNU Marie, ORSI Fabienne & ROCHFELD Judith (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, coll. « Quadrige ».

MOORE Madelaine, 2019, *Wellsprings of résistance. Struggles over water in Europe*, Bruxelles, Rosa-Luxemburg Stiftung.

OSTROM Elinor, 1990, *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*, Cambridge, Cambridge University Press.

PETIT Olivier & ROMAGNY Bruno, 2009, « La reconnaissance de l'eau comme patrimoine commun : quels enjeux pour l'analyse économique ? », *Mondes en développement*, n° 145, « La mise en patrimoine de l'eau », p. 29-54. Disponible en ligne, <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-1-page-29.htm> [lien valide en juin 2020].

SHIVA Vandana, 2002, *Water wars. Privatization, pollution, and profit*, Cambridge (USA), South End Press.

SULTANA Farhana & LOFTUS Alex, 2015, « The human right to water. Critiques and condition of possibility », *Wiley interdisciplinary reviews*, vol. 2, n° 2, « Water », p. 97-105.

THOMAS Yan, 2002, « La valeur des choses. Le droit romain hors la religion », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 57, n° 6, « Histoire et droit », p. 1431-1462. Disponible en ligne, https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_2002_num_57_6_280119 [lien valide en juin 2020].

TOULY Jean-Luc (entretien avec DELORME Pierre & ROZENHOLC Anita), 2012, « L'eau, bien commun de l'humanité », *EcoRev'*, n° 39, « Le commun ou la relocalisation du politique », p. 32-34. Disponible en ligne, <https://www.cairn.info/revue-ecorev-2012-1-page-32.htm> [lien valide en juin 2020].

TSANGA TABIE Marie, 2017 (4 janvier), « L'eau : marchandise ou bien commun ? », *Libération* [en ligne], https://www.liberation.fr/evenements-libe/2017/01/04/l-eau-marchandise-ou-bien-commun_1537677 [lien valide en juin 2020].

NOTES

1. « Claudio Abbado e i tagli alla cultura. Vieni via con me di Fabio Fazio e Roberto Saviano », *Rai*, 8 novembre 2011 : <http://bit.ly/entretienAbbado> [lien valide en juin 2020].
2. Sur la bataille contre la privatisation de l'eau en Italie, ses dynamiques et son succès voir entre autres Cernison (2019), Mattei (2013) et Carrozza (2016).
3. www.acquabenecomune.org.
4. Voir l'intervention de Maude Barlow au cours de la conférence « Water-sharing and culture in the Mediterranean » (Cornell University, 7 mars 2009) : <http://www.cornell.edu/video/maude-barlow-our-water-commons> [lien valide en juin 2020].
5. <http://ourwatercommons.org/about-us>
6. <http://europeanwater.org/fr/>
7. L'interaction entre public et commun est au cœur de la réflexion, à la fois du point de vue de la philosophie politique, du droit, et de l'économie. À ce sujet, voir par ordre chronologique : Dardot & Laval (2010), Marella & Rodotà (2012) et Lucarelli (2013).
8. <https://www.afd.fr/en/water-services-bolivia-commons-worth-studying-closely>.
9. Le concept de « *commoning* », développé par De Angelis (2010 ; 2014 ; 2017) dans le cadre de son analyse sur les communs, se fonde sur l'importance du processus de « mise en commun » dans la définition des communs et des dynamiques qu'y s'appliquent.
10. Sur la naissance d'un mouvement pour les communs en Italie voir entre autres : Bailey & Mattei (2013), Mattei (2013) et Fattori (2013).
11. Plusieurs organisations de la société civile, organisations non gouvernementales et syndicats, engagés dans la lutte contre la privatisation de l'eau en Europe s'unissent en 2012, en adhérant au Manifeste de Naples, pour créer le Mouvement européen pour l'eau. Pour une description de ce mouvement et de ses membres, voir Moore (2019), ainsi que le site internet <https://europeanwater.org>.
12. Les publications sur les communs se multiplient, et l'attention à la relation entre communs, changement social et droits humains devient significative dans plusieurs disciplines. Voir notamment : Linebaugh (2008), De Angelis (2010 ; 2014 ; 2017), Dardot & Laval (2014), Federici (2012), Marella (2013), Coriat (2013) et Iaione (2015).
13. <https://whc.unesco.org/fr/apropos/>
14. KARUNANANTHAN Meera, « Global water justice movement challenges world bank's attempt to promote privatization of water through UN SDG agenda », *TNI.org*, 2016 (21 avril) [en ligne], <https://www.tni.org/en/article/global-water-justice-movement-challenges-world-banks-attempt-to-promote-privatization-of> [lien valide en juin 2020].
15. www.right2water.eu
16. Les partenariats public-public (Public-Public Partnerships, PUP) en alternative aux partenariats public-privé (Public-Private Partnerships, PPP), sont des collaborations entre autorités et/ou organismes publics pour améliorer la gestion de certains biens et services, par exemple de la distribution d'eau ou du réseau énergétique. Voir : <https://www.tni.org/en/collection/public-public-partnerships>
17. Données collectées par l'autrice dans le contexte d'une étude, non publiée, en collaboration avec l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (IHEAL-Creda), avec le professeur émérite Graciela Schneier-Madanes.
18. Voir : « Commissione Rodotà. Per la modifica delle norme del codice civile in materia di beni pubblici (14 giugno 2007). Relazione », Ministero della Giustizia [en ligne], <http://bit.ly/CommissioneRodotà> [lien valide en juin 2020] ; Mone (2017).

RÉSUMÉS

Water: from a common good “par excellence” to the challenge of a new relationship between the public and the common good

The article presents the intersection between the concept of public and common, *via* the emblematic case of the struggles for the human right to water and against water privatisation and commodification. Reinventing the concept of common and public contributes both to the elaboration of an alternative social and economic imagery and to a discussion about heritage, including cultural one.

INDEX

Mots-clés : droit humain à l'eau, eau publique, luttes pour l'eau, public et commun, patrimoine naturel, patrimoine culturel, partenariat public-public

Keywords : human right to water, public water, struggles for water, public and commons, natural heritage, cultural heritage, public-public partnership

AUTEUR

ELISABETTA CANGELOSI

Chercheuse indépendante, consultante sur la question du genre auprès de l'International Land Coalition